

Dette publique et nouveau monde

En 2020, la France a connu un déficit public abyssal (11 % du PIB). Elle a emprunté 300 milliards d'euros sur les marchés financiers, sa dette publique a augmenté de 20 %. Les perspectives pour 2021 sont à peine meilleures. Dans l'ancien monde, ces nouvelles sèmeraient la panique sur les marchés financiers. Les maîtres du capital exigeraient des taux d'intérêt exorbitants pour financer un État aussi dispendieux. Mais nous ne sommes plus dans l'ancien monde. Les États de la zone euro peuvent emprunter, à des taux négatifs (!), aux banques et aux fonds d'investissement. La Banque centrale européenne (BCE) leur rachète à tour de bras ces obligations. Elle détient déjà près d'un quart de la dette publique de la zone et a annoncé que cela allait continuer.

Un débat s'est engagé, porté par des économistes de gauche, sur l'annulation de cette dette publique détenue par la BCE. Cela pourrait se faire d'un trait de plume et ne coûterait rien à personne, puisqu'une banque centrale n'a pas de créanciers (son passif n'est pas « exigible »). Certes, cela serait (peut-être)

Le débat sur l'annulation de la dette publique détenue par la BCE est salutaire.

contraire aux traités européens, mais pas plus que la création monétaire effrénée de la dernière décennie. Les cris d'orfraie des économistes officiels (et malheureusement aussi de certains économistes dits « atterrés ») révèlent

au mieux un déni d'ordre psychanalytique, au pire une volonté de tromper le public, à propos d'un fait que la dernière décennie a une nouvelle fois confirmé : une banque centrale créée (ou détruite) de la monnaie autant qu'elle veut, elle n'est tenue par aucune « loi économique » ni aucun règlement comptable. (Du moins tant qu'elle n'entame pas la confiance des détenteurs de capitaux ; mais on en est loin.)

Le débat sur l'annulation de la dette publique détenue par la BCE est salutaire, car il contribue à désamorcer l'argumentation sur la « nécessaire austérité qu'il faut bien accepter pour ne pas laisser la dette à nos petits-enfants et bla-bla-bla ». Pourtant, cette proposition – qui supposerait l'unanimité au sein de la zone euro – risque de ne pas être d'une grande utilité pour un gouvernement de gauche réelle qui arriverait au pouvoir dans les années à venir. S'il venait à engager des programmes sociaux et écologiques de grande ampleur, nul ne peut raisonnablement douter que les maîtres du capital feraient rapidement flamber les taux d'intérêt et que les grands argentiers de la BCE tenteraient d'étrangler le pays dissident.

C'est pourquoi la gauche réelle, en France et en Europe, ferait bien de préparer la mise en place, dans un premier temps sans la BCE, d'une monnaie complémentaire nationale, un « circuit du Trésor écologique », comme l'expliquent Bruno Théret, Benjamin Lemoine et Louise Casteleyn dans une très sérieuse revue de finances publiques (1). Il faudra des initiatives nationales de rupture bien pensées pour entraîner d'autres peuples européens et forcer une refondation des institutions, BCE en tête.